

TOGO - présidentielle du 4 mars 2010

Article de RFI daté du 3 mars 2010

Carine Frenk, "Présidentielle au Togo : une élection sous haute surveillance", in *RFI*, 3 mars 2010, voir <http://www.rfi.fr/contenu/20100303-presidentielle-togo-une-election-sous-haute-surveillance#comment-18661>

Présidentielle au Togo : une élection sous haute surveillance



RFI / N. Catonne

Par **RFI**

C'est le 4 mars 2010 que les Togolais sont appelés aux urnes pour élire leur président. Sept candidats sont en lice, dont le chef de l'Etat sortant, Faure Gnassingbé. La précédente élection présidentielle en 2005 avait été marquée par des violences qui avaient fait des centaines de morts. Le scrutin de cette année est donc attentivement suivi par la communauté internationale. Ils sont un peu plus de trois millions d'électeurs appelés aux urnes le 4 mars pour élire le futur président du Togo pour cinq

années. A peu près 6 000 bureaux de vote sont disséminés sur toute l'étendue du territoire. Sept candidats sont en lice, dont le président sortant Faure Gnassingbé. Les électeurs auront à faire leur choix sur un bulletin unique.

Divisions dans l'opposition et la majorité

Près de 3 000 observateurs nationaux, 180 observateurs de l'Union européenne, 40 de l'Union africaine et une quinzaine de l'Organisation internationale de la Francophonie seront présents durant l'organisation du scrutin. Il faut aussi y ajouter 250 observateurs venus des quinze pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Parmi ces derniers, 146 sont des officiers de la gendarmerie ou de la police. Leur rôle va consister à observer la sécurisation du scrutin. Reste une principale interrogation : comment faire pour qu'à la proclamation des résultats, il n'y ait pas de violence ? Pendant les quinze jours de campagne, tous les sept concurrents en lice ont appelé à la non violence, même si certains candidats appellent à la vigilance pour défendre leur vote.

Les 7 candidats à l'élection présidentielle au Togo :

- Brigitte Adjmagbo-Johnson - CDPA (Convention démocratique des peuples africains)
- Yaovi Agboyibor - CAR (Comité d'action pour le renouveau)
- Jean-Pierre Fabre - UFC (Union des forces du changement)
- Faure Gnassingbé - RPT (Rassemblement du peuple togolais)

- Bassabi Kagbara - PDP (Parti démocratique panafricain)
- Agbéyomé Kodjo - OBUTS (Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire)
- Nicolas Lawson - PRR (Parti du renouveau et de la rédemption)

Réaction à une question soulevée par la Rédaction de RFI

Bonjour la Rédaction de RFI,

Je rappelle votre question : *"Reste une principale interrogation : comment faire pour qu'à la proclamation des résultats, il n'y ait pas de violence ?"...*

Le vrai problème est qu'il n'est pas nécessaire d'éviter de parler de ce qui fâche... à savoir la FRAUDE préélectorale (liste électorale non transparente, élimination de 2 candidats, et lors du comptage des voix en 2005).

La fraude a eu lieu dans les bureaux de vote avant même que les résultats connus des témoins présents et partis politiques représentés dans les bureaux de vote. On peut se demander pourquoi RFI ne rappelle pas le point.

Rien ne permet encore de croire que cela ne se reproduira pas en 2010.

La FRAUDE a lieu du fait du manque de transparence entre la mise à disposition des premiers résultats au niveau du bureau de vote et le transfert vers les commissions électorales locales indépendantes (CELI) et à fortiori lors du 2e transfert vers la Commission électorale nationale dite indépendante (CENI).

Il n'y a pas de contrôleur des *"observateurs"* officiels notamment ceux de l'Union européenne, l'Union africaine, la CEDEAO, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), etc. alors la Coordination mondiale de la Diaspora Togolaise se charge avec 100 individus recrutés et répartis sur le territoire togolais de veiller à cela.

Comment faire pour qu'il n'y ait pas de violence ? Il faut respecter la vérité des urnes, ne pas faire des annonces en décalage avec la vérité des urnes et surtout éviter d'écouter uniquement la voix d'Olusegun Obasanjo qui a légitimé les faux résultats de 2005 et est le chef observateur de l'UA au Togo. Je vous invite à poursuivre cette discussion sur:

<<http://amaizo.info/2010/03/01/president-de-tous-au-togo-tripolarisation-et-tractations-postelectorales/#more-4413>>

La légitimation des résultats non conformes aux urnes en 2005 a aussi été avalisée par l'exécutif français.

Il faut espérer que la rupture aura lieu cette fois-ci compte tenu de la position du Président français, alors (en 2005) Ministre de l'intérieur, qui a fait remarquer que les élections togolaises réalisées dans des conditions aussi contestées n'honorent pas celui qui a usurpé le choix populaire. Il faut espérer que RFI ne se contentera pas des affirmations du pouvoir en place ou d'observateurs qui ont d'autres agendas que d'aider la démocratie à prendre racine au Togo.

Merci et félicitations pour le travail d'information de RFI.

3 mars 2010

Yves Ekoué Amaïzo,
Directeur du groupe de réflexion, d'action et d'influence "Afrology"
amaizo.info et www.afrology.com